

RAPPORT INTERMÉDIAIRE

POUR LE SEMESTRE CLOS LE 3 AOÛT 2013



Reitmans
(CANADA) LIMITÉE

REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS SPÉCIALISÉS AU CANADA.

NOTRE OBJECTIF EST SIMPLE, OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE UN SERVICE DÉDIÉ,
AXÉ SUR LA VALEUR ET L'EXCELLENCE. EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE,
LE PROGRÈS ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE
CE QU'IL Y A DE MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.

À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du semestre clos le 3 août 2013 se sont établies à 470 306 000 \$, contre 496 607 000 \$ pour le semestre clos le 28 juillet 2012, soit un recul de 5,3%. Les ventes des magasins comparables¹ ont reculé de 5,3% comparativement à celles de la période comparable de 26 semaines close le 4 août 2012. L'environnement dans le secteur du détail demeure difficile en raison du niveau toujours élevé de la dette des consommateurs et de l'accroissement de la pression concurrentielle. Les ventes subissent toujours l'incidence des préférences de nos clients, qui ont concentré leurs dépenses sur des achats indispensables, et de l'acceptation plus lente que prévue par les consommateurs des efforts de la société en vue de se repositionner et de revampier son image relativement à certaines bannières. Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique des diverses bannières ont continué d'afficher une forte croissance, toutes les bannières offrant maintenant un large éventail de produits dans pratiquement toutes les catégories. La marge brute de la société pour le semestre clos le 3 août 2013 a reculé, passant de 64,7% pour le semestre clos le 28 juillet 2012 à 63,4%. Le bénéfice net pour le semestre clos le 3 août 2013 s'est établi à 7 596 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,12 \$) en regard d'un bénéfice net de 27 530 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,42 \$) pour le semestre clos le 28 juillet 2012. Au semestre clos le 3 août 2013, le BAIIA ajusté¹ s'est chiffré à 41 306 000 \$, en regard de 63 542 000 \$ pour le semestre clos le 28 juillet 2012, représentant un recul de 35,0%.

Les ventes du trimestre clos le 3 août 2013 se sont établies à 253 445 000 \$, contre 279 513 000 \$ pour le trimestre clos le 28 juillet 2012, soit un recul de 9,3%. Les ventes des magasins comparables¹ ont reculé de 6,8% comparativement à celles de la période comparable de 13 semaines close le 4 août 2012. La marge brute de la société est passée de 64,7% pour le trimestre clos le 28 juillet 2012 à 62,4% pour le trimestre clos le 3 août 2013. Le bénéfice net pour le trimestre clos le 3 août 2013 s'est chiffré à 10 182 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,16 \$) en regard d'un bénéfice net de 27 649 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,42 \$) pour le trimestre clos le 28 juillet 2012. Le BAIIA ajusté¹ a reculé de 40,1% pour s'établir à 30 623 000 \$ pour le trimestre clos le 3 août 2013, comparativement à 51 091 000 \$ pour le trimestre clos le 28 juillet 2012.

Au cours du trimestre clos le 3 août 2013, la société a ouvert 3 magasins, dont 1 Reitmans, 1 RW & CO. et 1 Penningtons, et en a fermé 12, soit 3 Reitmans, 4 Smart Set et 5 Penningtons. Ainsi, au 3 août 2013, la société comptait 900 magasins en exploitation, soit 357 Reitmans, 141 Smart Set, 74 RW & CO., 72 Thyme Maternité, 153 Penningtons et 103 Addition Elle, comparativement à un total de 918 magasins au 28 juillet 2012. De plus, la société exploite 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada et compte des espaces-boutiques dans 158 magasins Babies"R"Us aux États-Unis.

Les ventes du mois d'août (soit la période de quatre semaines close le 31 août 2013) ont augmenté de 4,6%, les ventes des magasins comparables¹ ayant affiché une hausse de 3,1% comparativement à celles de la période comparable de 4 semaines close le 1^{er} septembre 2012.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 11 septembre 2013, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,20 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 24 octobre 2013 aux actionnaires inscrits aux registres le 10 octobre 2013.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 11 septembre 2013

¹ Le texte ci-haut fait référence au BAIIA ajusté, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit en tant que bénéfice avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an et comprend les ventes électroniques des bannières ouvertes depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE

ET LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

POUR LE SEMESTRE CLOS LE 3 AOÛT 2013

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats opérationnels (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 3 août 2013 et pour la période close à cette date, des états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice clos le 2 février 2013, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 11 septembre 2013.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens et ont été arrondis au millier le plus près, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 11 septembre 2013.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmans.ca, ou sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, notamment : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au BAIIA ajusté, à titre de mesure du résultat supplémentaire, laquelle se définit en tant que bénéfice avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an et comprend les ventes électroniques des bannières ouvertes depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.

RAPPORT DE GESTION

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice avant impôt sur le résultat au BAIIA ajusté pour les semestres et les trimestres clos le 3 août 2013 et le 28 juillet 2012.

(non audité)	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012 ¹	3 août 2013	28 juillet 2012 ¹
Bénéfice avant impôt sur le résultat	10 084 \$	36 510 \$	13 579 \$	36 809 \$
Produits de dividendes	(1 736)	(1 741)	(868)	(867)
Produits d'intérêts	(304)	(661)	(170)	(331)
Pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	502	106	452	106
Charges d'intérêts	261	308	127	151
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes nettes de valeur	32 499	29 020	17 503	15 223
BAIIA ajusté	41 306 \$	63 542 \$	30 623 \$	51 091 \$

¹ Chiffres ajustés pour tenir compte de l'incidence de la mise en œuvre des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, mentionnées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités datés du 3 août 2013.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient six bannières: Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les mégacentres commerciaux et les centres commerciaux linéaires de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille à l'amélioration constante de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société offre aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables reflétant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

En plus des magasins de vente au détail individuels, la société exploite 21 boutiques Thyme Maternité (« espaces-boutiques ») dans des magasins Babies"R"Us du Canada et 158 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us des États-Unis.

Le 11 juillet 2013, la société a annoncé la conclusion d'une entente avec Sears Canada afin d'introduire les vêtements Penningtons pour taille forte dans des magasins Sears au Canada. Dans un premier temps, les produits Penningtons seront disponibles dans 5 magasins Sears ainsi qu'en ligne au sears.ca.

BANNIÈRES

	Nombre de magasins au 2 février 2013	Ouvertures au T1	Fermetures au T1	Ouvertures au T2	Fermetures au T2	Nombre de magasins au 3 août 2013	Nombre de magasins au 28 juillet 2012
Reitmans	361	2	(4)	1	(3)	357	360
Smart Set	146	1	(2)	–	(4)	141	152
RW & CO.	73	–	–	1	–	74	68
Thyme Maternité ¹	72	–	–	–	–	72	74
Penningtons	153	9	(5)	1	(5)	153	154
Addition Elle	106	1	(4)	–	–	103	110
Total	911	13	(15)	3	(12)	900	918

¹ Compte non tenu des espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

Espaces-boutiques Thyme Maternité

Babies"R"Us – Canada	20	–	–	1	–	21	18
Babies"R"Us – États-Unis	154	–	–	4	–	158	–
Babies"R"Us – Total	174	–	–	5	–	179	18

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société continue de se positionner en vue d'une croissance et a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité dans l'ensemble de ses activités grâce à un perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Voici quelques exemples de mesures qui ont été prises :

Initiatives	Situation actuelle
La société a entrepris de revamper l'image de ses bannières Reitmans, Smart Set, Addition Elle et Penningtons en mettant davantage l'accent sur la mode et les bas prix, stratégie qu'elle poursuivra tout au long de l'exercice 2014.	La société a effectué d'importants changements à l'image de ses différentes bannières. La mise en œuvre des diverses stratégies de marque se poursuit et la société a bon espoir que ses efforts seront couronnés de succès.
La société continue d'accroître son offre de produits aux clientes de Thyme Maternité vivant aux États-Unis grâce à son partenariat avec Babies"R"Us. Ce projet commercial offre à la société la chance de pénétrer le marché américain grâce à ses espaces-boutiques.	La bannière Thyme Maternité continue de parfaire son offre de produits aux États-Unis et évalue la possibilité d'ouvrir d'autres espaces-boutiques dans les Babies"R"Us.
Au cours de l'exercice 2014, la société procédera au lancement d'une plateforme de commerce électronique pour ses bannières Smart Set, RW & CO. et Thyme Maternité, dont l'approvisionnement se fera à partir de son centre de distribution existant.	La société a procédé au lancement du site de commerce électronique de RW & CO. en mars 2013, de celui de Smart Set en avril 2013 et de celui de Thyme Maternité en juillet 2013. La société offre maintenant le commerce électronique pour toutes ses bannières.
La société s'est associée à EziBuy Ltd., détaillant basé en Nouvelle-Zélande, afin de vendre la marchandise de la bannière Addition Elle par l'intermédiaire du canal de vente en ligne du partenaire. EziBuy Ltd. est un détaillant multicanal qui propose des vêtements mode et des objets de décoration pour la maison en Australie et en Nouvelle-Zélande.	La société met en place son nouveau canal de distribution dans les marchés étrangers par l'intermédiaire de EziBuy Ltd. et a commencé ses expéditions au deuxième trimestre de l'exercice 2014.
La société a conclu une entente avec Sears Canada afin d'introduire les vêtements Penningtons pour taille forte dans des magasins Sears au Canada. Dans un premier temps, les produits Penningtons seront disponibles dans 5 magasins Sears ainsi qu'en ligne au sears.ca.	La société accomplit toutes les étapes nécessaires en vue de permettre l'exécution des commandes de Sears Canada et travaille en étroite collaboration avec Sears pour fournir une représentation significative et uniforme de la marque Penningtons dans les magasins choisis.
La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement.	La société a mené à terme le déploiement de la partie du programme SCORE visant le système de gestion de l'entrepôt. Le système fournit les résultats prévus. Des améliorations des efficacités relativement au système continuent d'être réalisées. Les étapes restantes du programme SCORE sont sur la bonne voie pour être finalisées au cours de l'exercice 2015, tel que prévu.
La société a mis en place un programme visant la réduction des coûts dans toute l'entreprise. Ce programme comprend un examen des activités et des processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité, un examen approfondi des dépenses en commercialisation et une réduction notable des dépenses d'investissement.	Pour l'exercice 2014, la société a réduit considérablement ses dépenses d'investissement prévues, les faisant passer de plus de 84 000 \$ à l'exercice 2013 à environ 44 000 \$. La société a entrepris de réaliser un examen complet de ses stratégies de commercialisation et des coûts connexes afin de cibler les possibilités d'économies, sans toutefois réduire l'efficacité de ses campagnes publicitaires. De plus, au premier trimestre de l'exercice 2014, les mesures de la société comprenaient la réduction de l'effectif dans tous les secteurs de l'entreprise, donnant lieu au versement d'indemnités de départ. Les améliorations des processus devraient générer des économies supplémentaires et accroître l'efficacité au fur et à mesure que la société fait progresser ce projet.
Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.	Cette mesure a été mise en place et la société en est aux premières étapes de collecte d'informations et d'évaluation des pratiques courantes afin d'évaluer les occasions.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU SEMESTRE CLOS LE 3 AOÛT 2013 (LE « PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2014 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU SEMESTRE CLOS LE 28 JUILLET 2012 (LE « PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2013 »)

Les ventes du premier semestre de l'exercice 2014 ont diminué de 5,3 % pour s'établir à 470 306 \$, contre 496 607 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013. Les ventes des magasins comparables ont reculé de 5,3 %. L'environnement dans le secteur du détail demeure difficile en raison du niveau toujours élevé de la dette des consommateurs et de l'accroissement de la pression concurrentielle sur les détaillants, comme l'indique le *Rapport sur la politique monétaire* de la Banque du Canada publié en juillet 2013. Les ventes subissent toujours l'incidence des préférences de nos clients, qui ont concentré leurs dépenses sur des achats indispensables, et de l'acceptation plus lente que prévue par les consommateurs des efforts de la société en vue de se repositionner et de revampier son image. La société continue de parfaire son offre de produits et d'améliorer son image de marque dans le but d'accroître sa performance. Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique des diverses bannières ont continué d'afficher une forte croissance, toutes les bannières offrant maintenant un large éventail de produits dans pratiquement toutes les catégories.

La marge brute du premier semestre de l'exercice 2014 a reculé de 7,1 % pour se fixer à 298 377 \$, contre 321 221 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013. Pour le premier semestre de l'exercice 2014, la marge brute de la société a reculé, passant de 64,7 % pour le premier semestre de l'exercice 2013 à 63,4 %. La forte concurrence dans le secteur du détail a entraîné une intensification des activités promotionnelles, ce qui a contribué à la baisse des marges.

Les frais de vente et de distribution pour le premier semestre de l'exercice 2014 ont augmenté de 1,8 % ou 4 786 \$ pour se chiffrer à 269 279 \$, comparativement à des frais de 264 493 \$ comptabilisés au cours du premier semestre de l'exercice 2013. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la radiation d'immobilisations corporelles liée à la fermeture de magasins et à des charges au titre de la perte de valeur sur des actifs de 4 389 \$, relativement à des magasins dont la performance est insatisfaisante (comparativement à 1 618 \$ au premier semestre de l'exercice 2013), ainsi qu'à une augmentation des frais de publicité et à l'accroissement de l'amortissement. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes nettes de valeur comprises dans les frais de vente et de distribution pour le premier semestre de l'exercice 2014 se sont élevés à 31 120 \$ en regard de 27 670 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013.

Les charges administratives du premier semestre de l'exercice 2014 se sont accrues de 1,5 % ou 341 \$ pour s'établir à 22 891 \$, en regard de 22 550 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles comprise dans les charges administratives s'est élevée à 1 379 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2014, similaire à celle du premier semestre de l'exercice 2013.

Les produits financiers pour le premier semestre de l'exercice 2014 se sont établis à 4 640 \$ comparativement à 2 868 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013. Cette hausse de 1 772 \$ est surtout attribuable à un profit de change de 1 663 \$ comptabilisé pour le premier semestre de l'exercice 2014 (perte de change de 122 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013), principalement du fait de l'incidence des fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien à l'égard des devises américaines que détient la société. Les produits de dividendes pour le premier semestre de l'exercice 2014 se sont établis à 1 736 \$, ce qui est similaire à ceux pour le semestre correspondant de l'exercice 2013. Les produits d'intérêts ont reculé pour le premier semestre de l'exercice 2014, s'établissant à 304 \$, contre 661 \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2013, en raison des fluctuations des soldes quotidiens des placements à court terme et des taux d'intérêt variables qui ont été gagnés sur ces placements à court terme. La société a inscrit un produit de 937 \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2014 (466 \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2013) pour constater la variation nette de la juste valeur d'une série de contrats d'options en dollars américains visant l'acquisition d'options d'achat et la vente d'options de vente.

Les charges financières du premier semestre de l'exercice 2014 se sont établies à 763 \$ par rapport à 536 \$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Des charges d'intérêts sur la dette à long terme de 261 \$ ont été comptabilisées pour le premier semestre de l'exercice 2014, comparativement à 308 \$ pour le semestre correspondant de l'exercice 2013. Cette baisse s'explique essentiellement par le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société. Une perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente de 502 \$ est également comptabilisée pour le premier semestre de l'exercice 2014 (106 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013).

Pour le premier semestre de l'exercice 2014, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 10 084 \$ comparativement à 36 510 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013, représentant une diminution de 26 426 \$ ou de 72,4 %. Le BAIIA ajusté s'est établi à 41 306 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2014, comparativement à 63 542 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2013, soit un recul de 22 236 \$ ou 35,0 %. Ainsi qu'il a déjà été mentionné, la forte concurrence dans le secteur du détail combinée aux préférences de nos clients, qui ont concentré leurs dépenses sur des achats indispensables, et l'acceptation plus lente que prévue par les consommateurs du travail de la société en vue de se repositionner et de revampier son image ont contribué à une baisse du bénéfice. Comme indiqué précédemment, la société a entrepris de réduire les coûts à l'échelle de l'entreprise. Ces mesures comprennent un examen des activités et processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité, et elles ont donné lieu à une diminution du nombre de salariés dans certains secteurs ainsi qu'au versement d'indemnités de départ d'environ 965 \$ comptabilisé au premier semestre de l'exercice 2014. Ces mises à pied devraient donner lieu à des économies annualisées d'environ 3 000 \$. Les améliorations des processus devraient entraîner des économies supplémentaires et accroître davantage les efficacités au fil de l'évolution de ce projet.

Pour le premier semestre de l'exercice 2014, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 2 488 \$ (taux d'impôt effectif de 24,7 %). Au premier semestre de l'exercice 2013, la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 8 980 \$ (taux d'impôt effectif de 24,6 %). Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence des changements des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

RAPPORT DE GESTION

Le bénéfice net pour le premier semestre de l'exercice 2014 a diminué de 72,4 % pour s'établir à 7 596 \$ (bénéfice dilué par action de 0,12 \$) en regard d'un bénéfice net de 27 530 \$ (bénéfice dilué par action de 0,42 \$) pour le premier semestre de l'exercice 2013.

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre huit mois. Pour le premier semestre de l'exercice 2014, ces achats, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 147 600 \$ US. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements continus en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus douze mois. Au cours du premier semestre de l'exercice 2014, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison d'achats au comptant et de contrats d'options sur devises. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains (\$ US). Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Le prix d'exercice moyen des options d'achat et de vente en cours s'élève à 1,022 \$ (1,006 \$ au 28 juillet 2012).

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en vigueur au 3 août 2013 :

	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	90 000 \$	2 475 \$	– \$	2 475 \$
Options de vente vendues	160 000 \$	–	(1 256)	(1 256)
		2 475 \$	(1 256) \$	1 219 \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en vigueur au 28 juillet 2012 :

	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	22 000 \$	268 \$	– \$	268 \$
Options de vente vendues	44 000 \$	–	(556)	(556)
		268 \$	(556) \$	(288) \$

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU TRIMESTRE CLOS LE 3 AOÛT 2013 (« DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU TRIMESTRE CLOS LE 28 JUILLET 2012 (« DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013 »)

Les ventes du deuxième trimestre de l'exercice 2014 se sont établies à 253 445 \$, contre 279 513 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013, soit un recul de 9,3 %. Les ventes des magasins comparables ont reculé de 6,8 %. L'environnement dans le secteur du détail demeure difficile en raison du niveau toujours élevé de la dette des consommateurs et de l'accroissement de la pression concurrentielle sur les détaillants, comme l'indique le *Rapport sur la politique monétaire* de la Banque du Canada publié en juillet 2013. Les ventes subissent toujours l'incidence des préférences de nos clients, qui ont concentré leurs dépenses sur des achats indispensables, et de l'acceptation plus lente que prévue par les consommateurs du travail de la société en vue de se repositionner et de revamp son image. La société continue de parfaire son offre de produits et d'améliorer son image de marque dans le but d'accroître sa performance. Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique des diverses bannières ont continué d'afficher une forte croissance, toutes les bannières offrant maintenant un large éventail de produits dans pratiquement toutes les catégories.

La marge brute du deuxième trimestre de l'exercice 2014 s'est établie à 158 203 \$, contre 180 905 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013, soit une diminution de 12,5 %. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, la marge brute de la société a reculé, passant de 64,7 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013 à 62,4 %. La forte concurrence dans le secteur du détail a entraîné une intensification des activités promotionnelles, ce qui a contribué à la baisse des marges.

Les frais de vente et de distribution pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 se sont chiffrés à 136 903 \$, comparativement à des frais de 135 025 \$ comptabilisés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, représentant une hausse de 1 878 \$ ou de 1,4 %. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la radiation d'immobilisations corporelles liée à la fermeture de magasins et à des charges au titre de la perte de valeur sur des actifs de 3 587 \$, relativement à des magasins dont la performance est insatisfaisante (comparativement à 1 303 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2013), combinées à une diminution des charges liées au personnel découlant du programme de réduction des coûts mis en place dans toute l'entreprise. Les charges d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes nettes de valeur comprises dans les frais de vente et de distribution pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 se sont élevés à 16 803 \$ en regard de 14 523 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013.

RAPPORT DE GESTION

Les charges administratives du deuxième trimestre de l'exercice 2014 se sont établies à 11 020 \$, en regard de 11 503 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013, soit une diminution de 483 \$ ou 4,2%. Cette diminution est principalement attribuable à une réduction des charges liées au personnel pour certains postes du siège social. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles comprise dans les charges administratives pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, s'est élevée à 700 \$, similaire à celle du deuxième trimestre de l'exercice 2013.

Les produits financiers pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 se sont établis à 3 878 \$ comparativement à 2 689 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013. Cette hausse de 1 189 \$ est surtout attribuable à une augmentation des produits liée à une série de contrats d'options en dollars américains qui ont été conclus aux fins de l'acquisition d'options d'achat et de la vente d'options de vente (produit de 2 536 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 contre un produit de 552 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013). Les produits de dividendes pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 se sont établis à 868 \$, ce qui est similaire à ceux pour le trimestre correspondant de l'exercice 2013. Les produits d'intérêts ont reculé pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, s'établissant à 170 \$, contre 331 \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, en raison des fluctuations des soldes quotidiens des placements à court terme et des taux d'intérêt variables qui ont été gagnés sur ces placements à court terme. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, un profit de change de 304 \$ a été comptabilisé (939 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013), principalement du fait de l'incidence des fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien à l'égard des devises américaines que détient la société.

Les charges financières du deuxième trimestre de l'exercice 2014 se sont établies à 579 \$ par rapport à 257 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse de 322 \$ est essentiellement attribuable à l'augmentation de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente de 346 \$. Des charges d'intérêts sur la dette à long terme de 127 \$ ont été comptabilisées pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, comparativement à 151 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2013.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est chiffré à 13 579 \$ comparativement à 36 809 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013, représentant une diminution de 23 230 \$. Le BAIIA ajusté s'est établi à 30 623 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, comparativement à 51 091 \$, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013, soit un recul de 20 468 \$ ou 40,1%. Ainsi qu'il a déjà été mentionné, la forte concurrence dans le secteur du détail combinée aux préférences de nos clients, qui ont concentré leurs dépenses sur des achats indispensables, et l'acceptation plus lente que prévue par les consommateurs des efforts de la société en vue de se repositionner et de revamp son image ont contribué à une baisse du bénéfice. Comme indiqué précédemment, la société a entrepris de réduire les coûts à l'échelle de l'entreprise. Ces mesures comprennent un examen des activités et processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité. Des améliorations des processus visant l'accroissement des efficacités continuent d'être repérées au fil de l'évolution de ce projet.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 3 397 \$ (taux d'impôt effectif de 25,0%). Au deuxième trimestre de l'exercice 2013, l'impôt sur le résultat a totalisé 9 160 \$ (taux d'impôt effectif de 24,9%). Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence des changements des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

La société a comptabilisé un bénéfice net de 10 182 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 (bénéfice dilué par action de 0,16 \$) en regard d'un bénéfice net de 27 649 \$ (bénéfice dilué par action de 0,42 \$) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2014 correspond à l'exercice clos le 1^{er} février 2014, celles à 2013, à l'exercice clos le 2 février 2013, et celles à 2012, à l'exercice clos le 28 janvier 2012.

	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2014	2013 ¹	2014	2013 ¹	2013 ¹	2012	2013 ¹	2012
Ventes	253 445 \$	279 513 \$	216 861 \$	217 094 \$	267 659 \$	259 954 \$	236 247 \$	254 072 \$
Bénéfice net (perte nette)	10 182	27 649	(2 586)	(119)	(1 145)	4 674	(29)	10 561
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,16 \$	0,42 \$	(0,04) \$	0,00 \$	(0,02) \$	0,07 \$	0,00 \$	0,16 \$
Dilué	0,16	0,42	(0,04)	0,00	(0,02)	0,07	0,00	0,16

¹ Les résultats trimestriels de l'exercice 2013 ont été ajustés pour tenir compte de l'incidence de la mise en œuvre des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités datés du 3 août 2013.

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent les activités sous-jacentes de la société ainsi que l'incidence de nombreux facteurs, notamment les conséquences de la fermeture de la bannière Cassis au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012 et la perte estimée au titre des ventes découlant de la perturbation de la chaîne du système d'approvisionnement survenue au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013. L'inclusion d'une 53^e semaine dans l'exercice 2013 a occasionné un décalage dans le calendrier de vente au détail de la société qui a eu une incidence sur le premier et le deuxième trimestre de l'exercice 2014. Par ailleurs, les résultats financiers sont également touchés par la saisonnalité et la période des Fêtes. En raison de la saisonnalité, les résultats opérationnels d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels d'un exercice complet.

BILAN

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 76 559 \$ au 3 août 2013 (160 132 \$ au 28 juillet 2012), par rapport à ceux de 97 626 \$ au 2 février 2013, une baisse de 21,6 %. La diminution de 21 067 \$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en regard des montants comptabilisés au 2 février 2013 s'explique surtout par le ralentissement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles causé par la baisse des ventes et l'investissement continu dans les technologies de l'information et la rénovation des magasins au deuxième trimestre de l'exercice 2014, quoiqu'à un niveau plus faible qu'au cours de la même période de l'exercice précédent. La société a réduit considérablement ses dépenses d'investissement prévues au budget pour l'exercice 2014 et, conjointement avec le programme d'amélioration de la performance au chapitre des ventes et de réduction des coûts présenté précédemment, elle s'attend à une amélioration de sa situation de trésorerie. Les titres négociables dont la valeur s'élevait à 70 432 \$ au 3 août 2013 sont restés sensiblement les mêmes que ceux de 71 630 \$ comptabilisés au 2 février 2013 et ceux de 70 637 \$ inscrits au 28 juillet 2012.

Les clients et autres débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Au 3 août 2013, les clients et autres débiteurs se chiffraient à 3 585 \$ (3 437 \$ au 28 juillet 2012), en baisse de 384 \$ par rapport à ceux du 2 février 2013. Au 3 août 2013, les impôts sur le résultat recouvrables s'élevaient à 5 436 \$ (8 709 \$ au 2 février 2013; 6 755 \$ au 28 juillet 2012), en raison de l'excédent des versements sur les passifs d'impôts estimés. Les stocks s'élevaient à 116 595 \$ au 3 août 2013 (101 935 \$ au 28 juillet 2012), soit 23 278 \$ de plus qu'au 2 février 2013, en raison de l'augmentation planifiée des stocks en prévision des ventes de l'automne. Les charges payées d'avance, composées essentiellement de contrats d'assurance et d'entretien payés d'avance, d'impôts fonciers et de taxes d'affaires se chiffraient à 27 869 \$ au 3 août 2013 (15 272 \$ au 28 juillet 2012), montant comparable à 25 944 \$ au 2 février 2013. Les charges payées d'avance ont augmenté de 12 597 \$ par rapport à celles de la même période à l'exercice précédent, en raison surtout des loyers d'août 2013 qui ont été payés et classés en tant qu'élément payé d'avance.

La société a investi 18 900 \$ au titre d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles au cours du premier semestre de l'exercice 2014. Son investissement consiste en 17 740 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 1 160 \$, principalement en améliorations des logiciels et du matériel informatique du système de technologie de l'information. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations du système de gestion de l'entrepôt contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, tout en permettant à cette dernière de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2015, devrait coûter, dans son ensemble, environ 27 000 \$, dont une tranche de 21 613 \$ a été engagée à ce jour.

Le total des fournisseurs et autres crédateurs s'établissait à 93 156 \$ au 3 août 2013 (92 599 \$ au 28 juillet 2012), soit 12 581 \$ de plus qu'au 2 février 2013 en raison surtout d'une hausse des dettes fournisseurs relatives à l'accroissement des stocks au cours du trimestre et du calendrier des paiements des diverses taxes de vente et retenues à la source. Les fournisseurs et autres crédateurs de la société se composent, dans une large mesure, de dettes fournisseurs, de crédateurs au titre des avantages du personnel, de crédateurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.

La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options s'échelonnent sur une durée de dix mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. La société a comptabilisé un actif financier dérivé net, relativement à des contrats d'options sur devises, de 1 219 \$ au 3 août 2013 (passif financier dérivé net de 288 \$ au 28 juillet 2012) en regard d'un actif financier dérivé net de 282 \$ au 2 février 2013.

Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés. Les produits différés s'élevaient à 10 962 \$ au 3 août 2013 (9 959 \$ au 28 juillet 2012), soit 5 335 \$ de moins qu'au 2 février 2013, en raison surtout de l'émission avant Noël des cartes-cadeaux et des points et primes au titre du programme de fidélisation et de leur utilisation depuis le début de la nouvelle année.

Les réductions données aux locataires sont constatées à titre de crédits différés au titre des contrats de location et sont amorties en tant que réduction des frais de location sur la durée des contrats de location connexes. Au 3 août 2013, les crédits différés au titre des contrats de location s'établissaient à 17 374 \$ (16 599 \$ au 28 juillet 2012) par rapport à 16 805 \$ au 2 février 2013.

La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire garanti par le centre de distribution de la société. Au 3 août 2013, la dette à long terme se chiffrait à 7 801 \$ (9 322 \$ au 28 juillet 2012) comparativement à 8 573 \$ au 2 février 2013. Le recul de la dette à long terme est attribuable au remboursement continu du principal de la créance hypothécaire.

Au 3 août 2013, le passif au titre des retraites s'élevait à 18 336 \$ (15 728 \$ au 28 juillet 2012), soit 777 \$ de plus qu'au 2 février 2013, une hausse qui s'explique par une charge de retraite de 900 \$, qui a été réduite par les cotisations de 123 \$ versées aux régimes de retraite.

GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions relatives à ses activités à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et celle-ci dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

RAPPORT DE GESTION

CONCURRENCE

Le secteur canadien de vente au détail de vêtements est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien, comme le prouve l'arrivée, au cours des dernières années, d'un certain nombre de concurrents étrangers et le nombre croissant de détaillants étrangers qui ont annoncé leur plan d'expansion de leurs activités au Canada. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite plusieurs bannières, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre.

SAISONNALITÉ

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 900 points de vente loués et exploités sous six bannières dans l'ensemble du Canada et de 21 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us du Canada et de 158 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us des États-Unis. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

La société est tributaire de l'efficacité des activités de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'activité du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats opérationnels de la société.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer ses activités, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers et de systèmes de ventes au détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. À l'heure actuelle, la société effectue une mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement. En juin 2012, la société a commencé à utiliser un nouveau système de gestion de l'entrepôt. La société a traité des problèmes relatifs à ce système de gestion de l'entrepôt et continue d'améliorer l'approvisionnement des stocks aux magasins et d'optimiser la performance du système. Toute perturbation majeure de la performance des systèmes de distribution, ou de tout autre système, pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur les activités et les résultats financiers de la société.

RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités partout au Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs de la réglementation gouvernementale susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le résultat et les ventes, les taux d'impôt, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine. Au premier semestre de l'exercice 2014, aucun fournisseur n'a représenté plus de 10 % des achats de la société (en dollars et (ou) en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au niveau national qu'international) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et (ou) la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gérance de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter les lois et règlements touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats financiers en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société.

RAPPORT DE GESTION

Les risques auxquels a été exposée la société pendant le semestre clos le 3 août 2013 sont restés sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 3 août 2013, les capitaux propres s'élevaient à 436 342 \$, ou 6,76 \$ par action (493 701 \$, ou 7,53 \$ par action, au 28 juillet 2012; 454 893 \$, ou 7,04 \$ par action au 2 février 2013). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 146 991 \$ au 3 août 2013 (230 769 \$ au 28 juillet 2012; 169 256 \$ au 2 février 2013). La trésorerie est investie de façon prudente dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 125 000 \$, ou son équivalent en dollars américains. Au 3 août 2013, une tranche de 39 732 \$ (54 237 \$ au 28 juillet 2012; 46 792 \$ au 2 février 2013) des lignes de crédit opérationnelles était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs internationaux qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorait pas ses obligations contractuelles. Au 3 août 2013, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces garanties était de 5 019 \$ (5 009 \$ au 28 juillet 2012; 5 014 \$ au 2 février 2013). Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2014. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est autoassurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 390 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2014. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,20 \$ l'action, pour un total de 12 917 \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, comparativement à un dividende de 0,20 \$ par action, pour un total de 13 117 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie opérationnels, du niveau de dépenses d'investissement prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie opérationnels en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la société a investi 8 794 \$ essentiellement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion de l'entrepôt SCORE contribueront aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, grâce à une meilleure intégration, tout en permettant à la société de réduire dans leur ensemble le coût de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet SCORE, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2015, devrait coûter, dans son ensemble, environ 27 000 \$ dont une tranche de 21 613 \$ a été engagée à ce jour. La société s'attend à investir près de 44 000 \$ au titre des dépenses d'investissement pour l'exercice qui sera clos le 1^{er} février 2014. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire, aux obligations à l'égard de la dette à long terme et des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote, dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en novembre 2012 (le cas échéant), devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 11 septembre 2013, 13 440 000 actions ordinaires et 51 145 506 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 2 281 250 et leur prix d'exercice moyen était de 14,53 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

La société n'a racheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en novembre 2012 au cours du premier semestre de l'exercice 2014. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

RAPPORT DE GESTION

ARRANGEMENTS HORS BILAN INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus douze mois. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des dix prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit :

	3 août 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	90 000 \$	2 475 \$	– \$	2 475 \$
Options de vente vendues	160 000 \$	–	(1 256)	(1 256)
		2 475 \$	(1 256) \$	1 219 \$

	28 juillet 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	22 000 \$	268 \$	– \$	268 \$
Options de vente vendues	44 000 \$	–	(556)	(556)
		268 \$	(556) \$	(288) \$

	2 février 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	30 000 \$	548 \$	– \$	548 \$
Options de vente vendues	60 000 \$	–	(266)	(266)
		548 \$	(266) \$	282 \$

Un contrat d'option sur devises constitue une option (option d'achat) ou une obligation (option de vente) d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Le bénéfice net de la société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 et pour le premier semestre de l'exercice 2014 comprend des profits de change nets de 304 \$ et 1 663 \$ (profit de 939 \$ et pertes de 122 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013 et pour le premier semestre de l'exercice 2013, respectivement).

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La société n'a constaté aucune modification importante des transactions entre parties liées par rapport à celles présentées dans les états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société investit ces fonds sur une base à court terme dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

RAPPORT DE GESTION

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

RÉGIMES DE RETRAITE

La société offre un régime de retraite contributif à prestations définies et parraine aussi un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants («RCRCD»). Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. La charge de retraite est prise en compte dans les résultats opérationnels. Les hypothèses utilisées dans le calcul du coût de retraite, montant net, et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation et le taux d'augmentation des salaires. Selon la dernière évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2011, le régime de retraite à prestations définies, bien qu'entièrement capitalisé sur une base de continuité d'exploitation, présentait une insuffisance en matière de solvabilité de 2 811 \$. La société a versé les cotisations requises au 3 août 2013. Le RCRCD est un régime de retraite sans capitalisation.

CARTES-CADEAUX, POINTS ET PRIMES DE FIDÉLISATION

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de produit différé et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. La société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas utilisées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées. Les points et les primes de fidélisation accordés dans le cadre des programmes de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés en tant que composante distincte des produits et sont différés à la date de la vente initiale. Les produits sont comptabilisés une fois que les points et les primes de fidélisation sont utilisés et que la société a rempli son obligation. Le montant des produits différés est évalué en fonction de la juste valeur des points et des primes de fidélisation accordés et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé.

VALEUR DES STOCKS

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une dépréciation est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des biens vendus constituent des éléments importants des états financiers consolidés, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la société.

PERTE DE VALEUR SUR DES ACTIFS

La société doit évaluer la possibilité que les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles puissent ne pas être recouvrables. Tous les actifs non financiers sont examinés chaque date de clôture afin de déterminer s'il est possible que la valeur comptable puisse ne pas être recouvrable. Si des indications de dépréciation sont identifiées, un test de dépréciation est effectué. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an à la date clôture de l'exercice et lorsqu'il existe un indice que l'actif a pu se déprécier. La direction est tenue de faire des estimations importantes à l'égard des flux de trésorerie futurs, de manière à déterminer le montant de la perte de valeur sur des actifs qui devrait être comptabilisée.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après.

A) CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Évaluation de la juste valeur

En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* («IFRS 13»), qui prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard des actifs et passifs financiers et non financiers. La nouvelle norme unifie la définition de la juste valeur et présente également de nouveaux concepts, notamment ceux de l'«utilisation optimale» et des «marchés sans intermédiaires» pour les actifs et passifs non financiers. La norme présente des exigences supplémentaires, notamment la présentation plus étoffée d'informations relativement à la juste valeur des instruments financiers dans les états financiers intermédiaires et annuels. La société a appliqué cette norme de manière prospective au premier trimestre de l'exercice 2014. L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. Les informations supplémentaires à fournir requises par cette norme sont présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités datés du 3 août 2013.

Avantages du personnel

En 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel* («IAS 19»). Les modifications les plus importantes pour la société portent sur les exigences relatives à la comptabilisation immédiate de tous les coûts des services passés non acquis et au remplacement du coût financier et du rendement attendu des actifs du régime par le montant de l'intérêt net calculé en appliquant un taux d'actualisation prescrit à l'obligation nette au titre des prestations définies. La société a appliqué cette norme de manière rétrospective au premier trimestre de l'exercice 2014. L'incidence de la mise en œuvre des modifications apportées à l'IAS 19 est présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés datés du 3 août 2013.

Cette nouvelle méthode comptable n'a pas eu d'incidence importante sur le tableau consolidé intermédiaire résumé non audité des flux de trésorerie et sur le bénéfice par action.

Les modifications accroissent aussi les exigences en matière d'informations à fournir chaque année pour les régimes à prestations définies, en exigeant notamment la présentation d'informations supplémentaires sur les caractéristiques et les risques que comportent ces régimes, lesquelles informations seront incluses dans les états financiers annuels consolidés de la société de 2014.

B) NOUVELLES NORMES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au premier semestre de l'exercice 2014, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. La norme suivante, qui pourrait avoir une incidence sur la société à l'avenir est actuellement à l'étude :

IFRS 9, Instruments financiers

Cette norme deviendra obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'adoption anticipée est autorisée. L'IFRS 9 est une nouvelle norme qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société n'a pas encore été déterminée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 2 février 2013 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109 de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 2 février 2013 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du premier semestre de l'exercice 2014, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

L'environnement dans le secteur du détail demeure difficile en raison du niveau toujours élevé de la dette des consommateurs et de l'accroissement de la pression concurrentielle sur les détaillants, comme l'indique le *Rapport sur la politique monétaire* de la Banque du Canada publié en juillet 2013. Cette dernière y prévoit que l'économie progressera de 1,8 % pour l'année 2013 et de 2,7 % pour l'année 2014.

Le secteur de la vente au détail au Canada est en pleine mutation en raison de l'intensification de la concurrence causée par l'entrée sur le marché canadien de concurrents de grande et moyenne tailles exerçant leurs activités à l'échelle internationale, concurrence qui est stimulée par la vigueur relative de l'économie canadienne et la facilité d'accès. Malgré cette concurrence accrue, la société demeure optimiste que la force de ses marques et les dernières mesures prises pour les revampes offriront aux consommateurs une excellente proposition de valeur. La société a investi des sommes importantes dans ses magasins et les systèmes de son siège social et a entrepris de réduire les dépenses d'investissement de manière considérable au cours de l'exercice 2014 sans pour autant renoncer aux occasions qui se présenteront. Parallèlement, la société mettra à profit ses technologies grâce à des systèmes et processus améliorés dans le cadre du projet SCORE de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de l'entrepôt tout en poursuivant la mise en place de mesures d'amélioration des processus.

Malgré ces difficultés, la société est toujours en mesure d'améliorer sa position sur les marchés, et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe, en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La société est d'avis que les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte.

Le bureau de Hong Kong, comptant plus de 120 membres du personnel à plein temps, est spécialisé dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.

La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent, à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions. La société croit à la force de son personnel et s'est engagée à continuer d'investir dans la formation à tous les niveaux.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
		(note 3a)		(note 3a)
Ventes	470 306 \$	496 607 \$	253 445 \$	279 513 \$
Coût des biens vendus (note 6)	171 929	175 386	95 242	98 608
Marge brute	298 377	321 221	158 203	180 905
Frais de vente et de distribution	269 279	264 493	136 903	135 025
Charges administratives	22 891	22 550	11 020	11 503
Résultat des activités opérationnelles	6 207	34 178	10 280	34 377
Produits financiers (note 12)	4 640	2 868	3 878	2 689
Charges financières (note 12)	763	536	579	257
Bénéfice avant impôt sur le résultat	10 084	36 510	13 579	36 809
Impôt sur le résultat (note 11)	2 488	8 980	3 397	9 160
Bénéfice net	7 596 \$	27 530 \$	10 182 \$	27 649 \$
Bénéfice par action (note 13)				
De base	0,12 \$	0,42 \$	0,16 \$	0,42 \$
Dilué	0,12	0,42	0,16	0,42

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
Bénéfice net	7 596 \$	27 530 \$	10 182 \$	27 649 \$
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le bénéfice net				
Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 68 \$ et de 60 \$ respectivement pour le semestre et le trimestre clos le 3 août 2013; 14 \$ pour le semestre et le trimestre clos le 28 juillet 2012) (note 12)	434	92	392	92
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 185 \$ et de 286 \$ respectivement pour le semestre et le trimestre clos le 3 août 2013; 129 \$ et 100 \$ respectivement pour le semestre et le trimestre clos le 28 juillet 2012) (note 12)	(1 223)	(888)	(1 886)	(691)
Total des autres éléments du résultat global	(789)	(796)	(1 494)	(599)
Résultat global total	6 807 \$	26 734 \$	8 688 \$	27 050 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	3 août 2013	28 juillet 2012	2 février 2013
		(note 3a)	(note 3a)
ACTIFS			
ACTIFS COURANTS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	76 559 \$	160 132 \$	97 626 \$
Titres négociables	70 432	70 637	71 630
Clients et autres débiteurs	3 585	3 437	3 969
Actif financier dérivé (note 5)	2 475	268	548
Impôt sur le résultat recouvrable	5 436	6 755	8 709
Stocks (note 6)	116 595	101 935	93 317
Charges payées d'avance	27 869	15 272	25 944
Total des actifs courants	302 951	358 436	301 743
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	193 556	194 251	205 131
Immobilisations incorporelles	17 291	18 026	19 224
Goodwill	42 426	42 426	42 426
Impôt sur le résultat différé	29 003	25 325	26 444
Total des actifs non courants	282 276	280 028	293 225
Total des actifs	585 227 \$	638 464 \$	594 968 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et autres crédateurs (note 7)	81 891 \$	81 335 \$	69 150 \$
Passif financier dérivé (note 5)	1 256	556	266
Produits différés (note 8)	10 962	9 959	16 297
Partie courante de la dette à long terme	1 620	1 521	1 570
Total des passifs courants	95 729	93 371	87 283
PASSIFS NON COURANTS			
Autres crédateurs (note 7)	11 265	11 264	11 425
Crédits différés au titre des contrats de location	17 374	16 599	16 805
Dette à long terme	6 181	7 801	7 003
Passif au titre des retraites	18 336	15 728	17 559
Total des passifs non courants	53 156	51 392	52 792
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 9)	39 227	39 890	39 227
Surplus d'apport	6 997	5 694	6 521
Résultats non distribués	382 242	440 176	400 480
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	7 876	7 941	8 665
Total des capitaux propres	436 342	493 701	454 893
Total des passifs et des capitaux propres	585 227 \$	638 464 \$	594 968 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 3 février 2013		39 227 \$	6 521 \$	400 480 \$	8 665 \$	454 893 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				7 596		7 596
Total des autres éléments du résultat global					(789)	(789)
Résultat global total pour la période		-	-	7 596	(789)	6 807
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		476			476
Dividendes	9			(25 834)		(25 834)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		-	476	(25 834)	-	(25 358)
Solde au 3 août 2013		39 227 \$	6 997 \$	382 242 \$	7 876 \$	436 342 \$
Solde au 5 mai 2013		39 227 \$	6 795 \$	384 977 \$	9 370 \$	440 369 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				10 182		10 182
Total des autres éléments du résultat global					(1 494)	(1 494)
Résultat global total pour la période		-	-	10 182	(1 494)	8 688
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		202			202
Dividendes	9			(12 917)		(12 917)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		-	202	(12 917)	-	(12 715)
Solde au 3 août 2013		39 227 \$	6 997 \$	382 242 \$	7 876 \$	436 342 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(SUITE)
(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 29 janvier 2012		39 890 \$	5 158 \$	438 880 \$	8 737 \$	492 665 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				27 530		27 530
Total des autres éléments du résultat global					(796)	(796)
Résultat global total pour la période		–	–	27 530	(796)	26 734
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		536			536
Dividendes	9			(26 234)		(26 234)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		–	536	(26 234)	–	(25 698)
Solde au 28 juillet 2012		39 890 \$	5 694 \$	440 176 \$	7 941 \$	493 701 \$
Solde au 29 avril 2012		39 890 \$	5 348 \$	425 644 \$	8 540 \$	479 422 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				27 649		27 649
Total des autres éléments du résultat global					(599)	(599)
Résultat global total pour la période		–	–	27 649	(599)	27 050
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		346			346
Dividendes	9			(13 117)		(13 117)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		–	346	(13 117)	–	(12 771)
Solde au 28 juillet 2012		39 890 \$	5 694 \$	440 176 \$	7 941 \$	493 701 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Bénéfice net	7 596 \$	27 530 \$	10 182 \$	27 649 \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	32 499	29 020	17 503	15 223
Charge de rémunération fondée sur des actions	476	536	202	346
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	(2 258)	(2 258)	(1 082)	(1 064)
Crédits différés au titre des contrats de location	2 827	1 540	1 659	895
Cotisations à un régime de retraite	(123)	(239)	(91)	(76)
Charge de retraite	900	838	450	419
Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	502	106	452	106
Variation nette de la juste valeur des dérivés	(937)	(466)	(2 536)	(552)
(Profit) perte de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(155)	854	(196)	231
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	(1 779)	(2 094)	(911)	(1 047)
Intérêts payés	(261)	(308)	(127)	(151)
Intérêts reçus	310	727	172	359
Dividendes reçus	1 734	1 738	867	870
Charge d'impôt sur le résultat	2 488	8 980	3 397	9 160
	43 819	66 504	29 941	52 368
Variations dans ce qui suit :				
Clients et autres débiteurs	379	26	1 977	1 003
Stocks	(23 278)	(8 747)	(4 342)	10 850
Charges payées d'avance	(1 925)	(3 370)	(2 078)	(2 942)
Fournisseurs et autres créditeurs	12 490	3 696	6 503	1 698
Produits différés	(5 335)	(12 319)	(164)	(3 598)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	26 150	45 790	31 837	59 379
Impôts sur le résultat reçus	650	4 475	3	4 475
Impôts sur le résultat payés	(2 306)	(17 446)	–	(6 836)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	24 494	32 819	31 840	57 018
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achats de titres négociables	(210)	(210)	(105)	(105)
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles	(18 900)	(41 499)	(8 794)	(21 254)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(19 110)	(41 709)	(8 899)	(21 359)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes payés	(25 834)	(26 234)	(12 917)	(13 117)
Remboursements sur la dette à long terme	(772)	(725)	(390)	(366)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(26 606)	(26 959)	(13 307)	(13 483)
PROFIT (PERTE) DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE ÉTRANGÈRE				
	155	(854)	196	(231)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE				
	(21 067)	(36 703)	9 830	21 945
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE				
	97 626	196 835	66 729	138 187
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE				
	76 559 \$	160 132 \$	76 559 \$	160 132 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 3300, Highway #7 West, suite 702, Vaughan (Ontario) L4K 4M3. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 2 février 2013, et des notes y afférentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 11 septembre 2013.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- passif au titre des retraites comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué de la juste valeur des actifs du régime;
- instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats opérationnels d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels de l'exercice complet ou d'une période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société, ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après.

A) CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Évaluation de la juste valeur

En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), qui prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard des actifs et passifs financiers et non financiers. La nouvelle norme unifie la définition de la juste valeur et présente également de nouveaux concepts, notamment ceux de l'« utilisation optimale » et des « marchés sans intermédiaires » pour les actifs et passifs non financiers. La norme présente des exigences supplémentaires, notamment la présentation plus étoffée d'informations relativement à la juste valeur des instruments financiers dans les états financiers intermédiaires et annuels. La société a appliqué cette norme de manière prospective au premier trimestre de l'exercice clos le 1^{er} février 2014. L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. Les informations supplémentaires à fournir requises par cette norme sont présentées à la note 5.

Avantages du personnel

En 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel* (« IAS 19 »). Les modifications les plus importantes pour la société portent sur les exigences relatives à la comptabilisation immédiate de tous les coûts des services passés non acquis et au remplacement du coût financier et du rendement attendu des actifs du régime par le montant de l'intérêt net calculé en appliquant un taux d'actualisation prescrit à l'obligation nette au titre des prestations définies. La société a appliqué cette norme de manière rétrospective au premier trimestre de l'exercice clos le 1^{er} février 2014. L'incidence découlant de l'application des modifications apportées à l'IAS 19 se résume comme suit :

Bilans consolidés résumés :

	Au 28 juillet 2012		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Actifs d'impôt sur le résultat différés	25 213 \$	112 \$	25 325 \$
Passifs au titre des retraites	15 298 \$	430 \$	15 728 \$
Résultats non distribués	440 494 \$	(318) \$	440 176 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Compte consolidé résumé de résultat et état consolidé résumé du résultat global:

	Pour le semestre clos le 28 juillet 2012		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Bénéfice avant impôt sur le résultat	36 688 \$	(178) \$	36 510 \$
Impôt sur le résultat	(9 027)	47	(8 980)
Bénéfice net	27 661 \$	(131) \$	27 530 \$

Autres éléments du résultat global	(796) \$	– \$	(796) \$
------------------------------------	----------	------	----------

	Pour le trimestre clos le 28 juillet 2012		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Bénéfice avant impôt sur le résultat	36 898 \$	(89) \$	36 809 \$
Impôt sur le résultat	(9 184)	24	(9 160)
Bénéfice net	27 714 \$	(65) \$	27 649 \$

Autres éléments du résultat global	(599) \$	– \$	(599) \$
------------------------------------	----------	------	----------

Bilans consolidés résumés:

	Au 2 février 2013		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Actifs d'impôt sur le résultat différés	26 400 \$	44 \$	26 444 \$
Passifs au titre des retraites	17 390 \$	169 \$	17 559 \$
Résultats non distribués	400 605 \$	(125) \$	400 480 \$

Compte consolidé résumé de résultat et état consolidé résumé du résultat global:

	Pour l'exercice clos le 2 février 2013		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Bénéfice avant impôt sur le résultat	35 136 \$	(358) \$	34 778 \$
Impôt sur le résultat	(8 517)	95	(8 422)
Bénéfice net	26 619 \$	(263) \$	26 356 \$

Autres éléments du résultat global	(1 133) \$	326 \$	(807) \$
------------------------------------	------------	--------	----------

Cette nouvelle méthode comptable n'a pas eu d'incidence importante sur le tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie et sur le bénéfice par action.

Les modifications accroissent aussi les exigences en matière d'informations à fournir chaque année pour les régimes à prestations définies, en exigeant notamment la présentation d'informations supplémentaires sur les caractéristiques et les risques que comportent ces régimes, lesquelles seront incluses dans les états financiers annuels de la société de 2014.

B) NOUVELLES NORMES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au semestre clos le 3 août 2013, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. La norme suivante, qui pourrait avoir une incidence sur la société est actuellement à l'étude:

IFRS 9, Instruments financiers

Cette norme deviendra obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'adoption anticipée est autorisée. L'IFRS 9 est une nouvelle norme qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société n'a pas encore été déterminée.

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	3 août 2013	28 juillet 2012	2 février 2013
Fonds en caisse et fonds bancaires	13 146 \$	7 196 \$	9 248 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,9 % (0,8 % au 28 juillet 2012; 0,6 % au 2 février 2013)	63 413	152 936	88 378
	76 559 \$	160 132 \$	97 626 \$

5 INSTRUMENTS FINANCIERS

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains (\$ US). Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des dix prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achat et de vente en cours s'élève à 1,022 \$ (1,006 \$ au 28 juillet 2012). Les justes valeurs des contrats d'options sur devises sont fondées sur des cotes provenant de courtiers qui sont considérées comme des données d'entrée de niveau 2 aux fins de la hiérarchie de la juste valeur.

Les contrats d'options sur devises en cours pour les périodes indiquées se détaillent comme suit :

	3 août 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	90 000 \$	2 475 \$	– \$	2 475 \$
Options de vente vendues	160 000 \$	–	(1 256)	(1 256)
		2 475 \$	(1 256) \$	1 219 \$

	28 juillet 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	22 000 \$	268 \$	– \$	268 \$
Options de vente vendues	44 000 \$	–	(556)	(556)
		268 \$	(556) \$	(288) \$

	2 février 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	30 000 \$	548 \$	– \$	548 \$
Options de vente vendues	60 000 \$	–	(266)	(266)
		548 \$	(266) \$	282 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

ACTIFS FINANCIERS

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur à la date de clôture, étant donné l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente de la société est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture sur des marchés actifs à la date de clôture; ces données sont considérées comme des données d'entrée de niveau 1 dans la hiérarchie de la juste valeur.

PASSIFS FINANCIERS NON DÉRIVÉS

La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à taux fixe, laquelle est établie aux fins des informations à fournir, est calculée selon la valeur actualisée des versements futurs de principal et d'intérêts, actualisés aux taux d'intérêt en vigueur sur le marché disponibles pour la société pour des titres de créance identiques ou semblables comportant une durée résiduelle identique.

Au 3 août 2013, la juste valeur de la dette à long terme était de 8 323 \$ (10 034 \$ au 28 juillet 2012 et 9 208 \$ au 2 février 2013), alors que sa valeur comptable se chiffrait à 7 801 \$ (9 322 \$ au 28 juillet 2012 et 8 573 \$ au 2 février 2013).

6 STOCKS

Au cours du semestre clos le 3 août 2013, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 170 163 \$ (173 773 \$ au 28 juillet 2012). Par ailleurs, une tranche de 1 766 \$ (1 613 \$ au 28 juillet 2012) au titre de la dépréciation des stocks a été comptabilisée dans le coût des biens vendus du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise. Les stocks tiennent compte d'un montant de 34 290 \$ (39 981 \$ au 28 juillet 2012; 21 600 \$ au 2 février 2013), qui représente la marchandise en cours de transport. Les stocks au 28 juillet 2012 ont été révisés afin d'y inclure un ajustement de 21 564 \$, faisant croître du même fait le montant lié à la marchandise en cours de transport avec une hausse correspondante des dettes fournisseurs.

7 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	3 août 2013	28 juillet 2012	2 février 2013
Dettes fournisseurs	48 723 \$	47 978 \$	41 494 \$
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	55	44	74
Autres créditeurs non commerciaux	9 265	12 084	319
Créditeurs au titre des avantages du personnel	21 955	17 984	24 443
Créditeurs relatifs aux locaux	12 327	13 623	13 489
Provision pour retours sur ventes	831	886	756
	93 156	92 599	80 575
Moins la partie non courante	11 265	11 264	11 425
	81 891 \$	81 335 \$	69 150 \$

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

8 PRODUITS DIFFÉRÉS

	3 août 2013	28 juillet 2012	2 février 2013
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	6 360 \$	5 631 \$	5 473 \$
Cartes-cadeaux non utilisées	4 602	4 328	10 824
	10 962 \$	9 959 \$	16 297 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

9 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	Pour les semestres clos les			
	3 août 2013		28 juillet 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	13 440	482 \$	13 440	482 \$
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	51 146	38 745	52 146	39 408
Total du capital social	64 586	39 227 \$	65 586	39 890 \$

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

ÉMISSION D'ACTION DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours du semestre clos le 3 août 2013, aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (aucune action au 28 juillet 2012).

ACHAT D'ACTION AUX FINS D'ANNULATION

En novembre 2012, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre, la société peut racheter jusqu'à 2 557 275 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 15 novembre 2012. L'offre a débuté le 28 novembre 2012 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2013. Aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été achetée aux termes de ce programme.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

	3 août 2013	28 juillet 2012	2 février 2013
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	7 876 \$	7 941 \$	8 665 \$

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	25 834 \$	26 234 \$	12 917 \$	13 117 \$
Dividendes par action	0,40 \$	0,40 \$	0,20 \$	0,20 \$

10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

A) DESCRIPTION DES ACCORDS DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10% de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

B) INFORMATIONS SUR LE PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS RÉGLÉES EN CAPITAUX PROPRES

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

	Pour les semestres clos les				Pour les trimestres clos les			
	3 août 2013		28 juillet 2012		3 août 2013		28 juillet 2012	
	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	2 420	14,53 \$	1 945	15,07 \$	2 370	14,52 \$	1 820	14,98 \$
Attribution	–	–	590	15,00	–	–	590	15,00
Renonciation	(94)	14,77	(100)	14,50	(44)	14,50	(25)	14,50
Expiration	–	–	(50)	19,23	–	–	–	–
En circulation à la clôture de la période	2 326	14,53 \$	2 385	14,99 \$	2 326	14,53 \$	2 385	14,99 \$
Options exerçables à la clôture de la période	1 447	14,66 \$	991	15,31 \$	1 447	14,66 \$	991	15,31 \$

Aucune option sur actions n'a été exercée au cours des semestres clos le 3 août 2013 et le 28 juillet 2012.

C) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Pour le semestre et le trimestre clos le 3 août 2013, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 476 \$ et de 202 \$, respectivement, relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (536 \$ et 346 \$ respectivement pour le semestre et le trimestre clos le 28 juillet 2012) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat de la société se compose des éléments suivants:

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
Charge d'impôt sur le résultat de la période considérée	4 929 \$	11 063 \$	4 738 \$	11 123 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	–	(112)	(3)	(10)
Charge d'impôt sur le résultat courant	4 929	10 951	4 735	11 113
Recouvrement d'impôt différé, avant l'ajustement	(2 311)	(1 602)	(1 208)	(1 584)
Ajustement pour tenir compte de l'entrée en vigueur de taux d'impôt provinciaux	(130)	(369)	(130)	(369)
Recouvrement d'impôt différé	(2 441)	(1 971)	(1 338)	(1 953)
Charge d'impôt sur le résultat	2 488 \$	8 980 \$	3 397 \$	9 160 \$
Taux d'impôt sur le résultat effectif	24,67 %	24,60 %	25,02 %	24,89 %

12 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

COMPTABILISÉS DANS LE BÉNÉFICE NET

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
Produits de dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente	1 736 \$	1 741 \$	868 \$	867 \$
Produits d'intérêts liés aux prêts et créances	304	661	170	331
Variation nette de la juste valeur des dérivés	937	466	2 536	552
Profit de change	1 663	–	304	939
Produits financiers	4 640	2 868	3 878	2 689
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	261	308	127	151
Pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	502	106	452	106
Perte de change	–	122	–	–
Charges financières	763	536	579	257
Produits financiers nets comptabilisés dans le bénéfice net	3 877 \$	2 332 \$	3 299 \$	2 432 \$

COMPTABILISÉS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente survenue au cours de la période (après impôt de 185 \$ et de 286 \$ respectivement pour le semestre et le trimestre clos le 3 août 2013; 129 \$ et 100 \$ respectivement pour le semestre et le trimestre clos le 28 juillet 2012)	(1 223) \$	(888) \$	(1 886) \$	(691) \$
Charges financières comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, après impôt	(1 223) \$	(888) \$	(1 886) \$	(691) \$

13 BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur un bénéfice net de 7 596 \$ et de 10 182 \$ respectivement, pour le semestre et le trimestre clos le 3 août 2013 (bénéfice net de 27 530 \$ et de 27 649 \$ pour le semestre et le trimestre clos le 28 juillet 2012).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit:

	Pour les semestres clos les		Pour les trimestres clos les	
	3 août 2013	28 juillet 2012	3 août 2013	28 juillet 2012
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	64 586	65 586	64 586	65 586
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	64 586	65 586	64 586	65 586

Au 3 août 2013, un total de 2 326 250 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action (2 385 000 au 28 juillet 2012), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant la période.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	3 août 2013	28 juillet 2012	2 février 2013
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	1 418 \$	1 548 \$	1 327 \$

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins et des charges au titre de la perte de valeur sur des actifs liés aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 4 389 \$ et de 3 587 \$ pour le semestre et le trimestre clos le 3 août 2013, respectivement (1 618 \$ et 1 303 \$ pour le semestre et le trimestre clos le 28 juillet 2012, respectivement).

15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du semestre clos le 3 août 2013 par rapport aux risques présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.



REITMANS

Avec ses **357 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans répond au désir de toutes les femmes, peu importe leur silhouette, de se sentir et de paraître belle. Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au reitmans.com.

SMART SET

Comptant **141 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, Smart Set est la destination mode où il n'aura jamais été aussi inspirant d'être ensemble. Vêtements de carrière et d'extérieur, denim, articles essentiels et accessoires – Smart Set est une destination mode pour femmes vous offrant des styles tendance et une expérience de magasinage sociale, créative et inspirante. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Smart Set en ligne, au smartset.ca.

RW & CO.

RW & CO. est une marque « mode de vie » inspirée dont la mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain. Offrant des vêtements et articles mode pour elle et lui, RW & CO. marie les dernières tendances avec le style et la qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite **74 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des centres commerciaux importants, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse rw-co.com.

THYME MATERNITÉ

Thyme Maternité, chef de file canadien de la mode pour futures mamans, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Grâce à une expérience « pleine de vie » sans pareille, Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite **72 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale, ainsi que 21 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us au Canada et 158 dans des magasins Babies"R"Us aux États-Unis. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au thymematernity.com.

PENNINGTONS

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables tout en leur offrant une expérience de magasinage unique et inspirante. Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite **153 MAGASINS** au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse penningtons.com. De la tête aux pieds, nos clientes trouveront les vêtements et les articles les mieux adaptés à leur silhouette, qu'il s'agisse de lingerie, de vêtements de tous les jours, de denim mode, de tenues de travail ou de détente, de chaussures et de vêtements de sport.

ADDITION ELLE

Addition Elle est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodocratie », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Des vêtements de détente aux robes à couper le souffle, en passant par les vêtements contemporains pour la femme de carrière, les dessous séducteurs, les accessoires, les chaussures, les vêtements de sport haute performance et la plus vaste sélection de denim de marque, la cliente est sûre de trouver tout ce qu'il lui faut. La marque Addition Elle pour les femmes de taille forte comprend une gamme incroyable d'articles pour tous les goûts axés sur la mode, la qualité et la coupe. Addition Elle exploite **103 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse additionelle.com.



MAGASINS

À TRAVERS
LE CANADA

	REITMANS	SMART SET	RW & CO.	THYME	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	
TERRE-NEUVE	14	3	1	-	4	2	24
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	3	3	-	-	1	-	7
NOUVELLE-ÉCOSSE	19	4	1	2	7	2	35
NOUVEAU-BRUNSWICK	14	4	3	1	5	3	30
QUÉBEC	84	41	17	21	27	30	220
ONTARIO	114	49	28	26	55	37	309
MANITOBA	13	4	2	2	6	3	30
SASKATCHEWAN	12	3	2	2	6	3	28
ALBERTA	43	15	10	10	21	16	115
COLOMBIE-BRITANNIQUE	39	15	10	8	21	7	100
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1	-	-	-	-	-	1
YUKON	1	-	-	-	-	-	1
TOTAL	357	141	74	72	153	103	900

MAGASINS

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

Bureau de l'administration

250, rue Sauvé Ouest, Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : **514-384-1140**

Télécopieur : **514-385-2669**

Courrier électronique : **info@reitmans.com**

Site Web de la société : **reitmans.ca**

Adresse enregistrée

3300 Highway #7 West, Suite 702

Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : **905-761-2830**

Télécopieur : **905-761-8922**

Agent des transferts et

agent comptable des registres

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

Symboles boursiers

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires **RET**

Actions de catégorie A
sans droit de vote **RET.A**

REITMANS

SMART SET

RW & CO.

THYME

PENNINGTONS

ADDITION ELLE



An English version of this report may be obtained by writing to the Secretary, Reitmans (Canada) Limited, 250 Sauvé Street West, Montreal, Québec H3L 1Z2

Design et production: Communications Marilyn Gelfand inc.